

Un développement durable à faire soi-même : qu'est-ce que je peux faire moi-même ?

michel.puech@paris-sorbonne.fr

- **qu'est-ce que je peux faire ?**

... Modestement essayer de répondre à la question qui nous est posée pour cette journée de réflexion : « Quelles actions valoriser ? Peut-on agir seul ? Comment agir avec les autres ? »

Je vais m'appuyer sur de nombreux exemples concrets, mais mon but est la mise au point d'outils intellectuels de référence.

Commençons par un bilan clair, sur le développement durable, l'écologie, le soutenable (selon les 3 questions de la philosophie, d'après Kant : que puis-je savoir ? que dois-je faire? que m'est-il permis d'espérer?) :

1) nous savons ce qui se passe, nous avons les données

2) nous savons ce que nous devons faire

3) mais nous ne savons pas du tout ce que nous pouvons espérer, ou si nous devons désespérer.

Plus précisément : nous nous demandons pourquoi nous n'arrivons pas à faire ce que nous savons que nous devons faire, et cette situation commence à devenir désespérante.

- **reprendre le DD comme éthique**

Mon travail philosophique porte sur la reprise des problèmes du « durable » (je préfère *soutenable*) comme questions d'éthique personnelle.

Précisons tout de suite que le mot « éthique » renvoie au comportement personnel, *ethos*, et pas aux discours de morale. Une part de la difficulté vient de ce que nous sommes en train de perdre cette notion d'éthique. Le *comportement* dont on parle ici, c'est le comportement effectif de l'individu, des individus pris un par un, et en commençant par soi-même, ce qui est la règle d'une éthique bien ordonnée (de *l'action sur soi* plus que des discours pour les autres).

Ma réponse à la question « peut-on agir seul ? » sera donc : l'action éthique est toujours celle d'un individu, mais être un individu ce n'est pas forcément être seul (quoique : il faut en être capable).

Quand on disqualifie l'action individuelle (ce que je peux faire à moi tout seul ne sert à rien) ce pourrait être parce qu'on a besoin de justifier sa non-action, et c'est la grande facilité dont tout le monde abuse. Ce danger est celui de l'hypocrisie (exactement le contraire de l'éthique) : moi je suis beaucoup plus moral que les autres mais ça ne sert à rien que j'agisse moralement parce que les autres ne le font pas. On en retire un double bénéfice : d'une part aucune obligation (je ne fais rien) et d'autre part contentement de soi (j'ai aussi bonne conscience que si j'avais fait, et même plus puisque je peux me plaindre des autres, qui m'empêchent de donner suite à ma supériorité morale...). Ce raisonnement félon est tout aussi fréquent en *business ethics* (nous sommes une entreprise vertueuse mais à cause de la concurrence, ou des consommateurs, ou des pouvoirs publics, etc., qui ne le sont pas, nous sommes malheureusement obligés de nous conduire un peu comme des crapules). On le trouve partout sur les questions d'écologie (un auditeur de conférence sur le développement durable se plaignait des « gens » qui achètent des tomates hors saison et à la question « et vous est-ce que vous achetez des tomates en hiver ? » il répond « oui, bien sûr, mais c'est à cause des autres, ça ne servirait à rien que j'agisse tout seul » - rires dans la salle,

chacun comprenant qu'il est lui-même l'autre pour les autres, mais surtout que la ficelle est bien grosse).

L'une des imprécisions philosophiques qui handicapent le plus la réflexion actuellement me semble être la confusion entre problèmes éthiques et problèmes techniques. L'exemple que je prends dans mon livre (*Développement durable : un avenir à faire soi-même*) est celui des couches-culottes : les « lavables » sont-elles plus vertueuses que les « jetables » ? La question technique est assez complexe, mais elle ne peut pas servir à se dissimuler la question éthique de fond, qui porte sur le bébé lui-même, et la prise de responsabilité sur la question de la surpopulation. Or la surpopulation est aujourd'hui une question tabou. Ergotons donc à loisir sur les couches-culottes...

Pour réellement avancer, il faut remonter aux problèmes éthiques que nous n'avons pas envie de traiter derrière les problèmes (faussement) techniques que nous n'arrivons pas à traiter.

Par avancer au-delà de l'action individuelle, mais en s'appuyant sur elle, il nous faut réfléchir aux éthiques du *collaboratif*. Un nouveau système de valeur est en train de se développer. L'Internet (le Web, Wikipédia, le *peer-to-peer* dans l'échange de données mais aussi sur les forums d'entraide, etc.), tout cela démontre tous les jours, et dans de plus en plus de domaines, l'efficacité du collaboratif. Même les entreprises, a priori fondées sur les valeurs contraires (la compétition interne et externe), essaient d'intégrer ce mode de fonctionnement, notamment lorsqu'elles sont assez lucides pour constater que les fonctionnements mécaniques-hiérarchiques ne fonctionnent plus. Le fondement du collaboratif n'est pas institutionnel, ce n'est ni un règlement ni un organisme qui l'impose, ce fonctionnement est éthique : le collaboratif est un comportement personnel issu de valeurs, pas une conduite collective prescrite par une procédure ou une loi. Cette source éthique du collaboratif est nécessaire, parce qu'il excède le *prescrit*, par définition.

La nouveauté éthique du collaboratif doit être bien située : il ne s'agit pas de « convictions » par lesquelles on se « mobilise » personnellement pour 1) convaincre les autres et 2) agir ensemble à partir de convictions communes. En cela le collaboratif se distingue des moyens anciens de l'action commune, qui sont finalement toujours l'idéologie et le militantisme. Le collaboratif généralisant une éthique individuelle d'action soutenable, voilà ce qui me semble être un programme alternatif à notre mode d'action (souvent notre mode d'inaction). Je crois qu'on peut l'appeler *sagesse*, il commence par le soin de soi, la prise en charge de soi. Chacun de nous n'est pas chargé de sauver l'humanité en commençant par la convaincre qu'il a raison... À ce modèle hérité des religions et qui a fait bien du mal, nous pouvons substituer un modèle des micro-actions de sagesse, généralisable par association collaborative.

- **l'idée de micro-action**

D'où ma réponse à la question « quelles actions valoriser ? » : les micro-actions qui traitent les grands problèmes. On peut en donner d'innombrables exemples :

- ne pas prendre l'autoroute si on est contre cette autoroute, ou les autoroutes, ou leurs tarifs
- ne pas jeter son papier dans la clairière où il y a déjà beaucoup de papiers gras ; variante : ramasser un papier
- prendre l'escalier et non l'ascenseur ou l'escalator, quand c'est physiquement possible – il y a là une vraie éthique du déplacement de soi, une micro-éthique qui pourrait être significative non seulement en termes d'hygiène de vie mais engager une véritable micro-politique.

Dans l'idée de micro-action il faut comprendre le *double-effet* : quelque chose de concret est changé, premier effet, et en même temps, second effet, s'accomplit une action d'éducation, de témoignage, de démonstration. Donc en premier, essentiel dans une éthique pragmatique : quelque chose est fait, est changé – un papier de moins, un kW de moins, une feuille de papier de moins... Mais en même temps l'action micro-politique est engagée : on a le moyen d' « envoyer

des messages », et peut-être qu'aujourd'hui *l'action* est le seul message crédible qu'on puisse envoyer, tant le discours a été dévalorisé par nos « communicants » et nos micro-démissions. La communication par l'action me semble constituer un sujet passionnant pour la théorie comme pour la pratique.

À l'étape suivante, au-delà des micro-actions soutenables, la constitution de collectifs collaboratifs est un sujet tout aussi passionnant. Plusieurs références sont pour moi inspiratrices :

1) La théorie et la pratique de la résistance civile reposant sur la résolution individuelle, chez Gandhi et H.D. Thoreau. Après des applications politiques, cette approche mérite des applications écologiques à grande échelle, notamment si l'on considère que le non-soutenable s'est déplacé, ou plutôt, il s'est élargi, il n'est plus seulement politique et social. Me semble particulièrement applicable le « principe des 2/3 » chez Thoreau : les 2/3 de l'action de transformation nécessaire dans le monde je peux les accomplir moi-même, sans même avoir besoin de sortir de chez moi.

2) Les cas de l'Internet, de Wikipédia, du logiciel libre, des innombrables innovations collaboratives qui y prospèrent montrent comment de vraies alternatives sont créées non pas par des institutions, ni des entreprises, mais par des micro-actions, des micro-initiatives collaboratives et consistantes. Il faut ici bien comprendre que la puissance du Web, de Google ou de Wikipédia, ne vient que des micro-actions de nos clics. En conséquence, il est directement de notre responsabilité de ne pas laisser le Web devenir un espace publicitaire et médiatique – ne faut-il pas résister à Facebook par exemple, comme on a résisté à Microsoft ?

3) Une nouvelle approche des institutions est en train de trouver ses théoriciens, je pense en particulier à Elinor Ostrom. Elle étudie la gestion des *common pools resources* (réserves en eau, forêts, ressource halieutique, etc.) par des associations d'acteurs directs, et leur intégration dans le tissu institutionnel local. L'idée est de reconstituer le politique par le bas, re-tricoter un tissu institutionnel remontant et collaboratif. Ne pourrait-elle pas s'appliquer aux associations, d'action sociale, économique, écologique, dans un pays technocratique (« descendant ») comme la France ?

4) Une nouvelle approche de la transmission est également de mieux en mieux définie, par exemple dans la théorie du *nudge* (d'un verbe anglais signifiant : pousser quelqu'un à l'action par de petits coups de coude), qui peut-être appliquée à l'échelle individuelle et pas seulement institutionnelle comme le font ses fondateurs (R.H. Thaler, C.R. Sunstein). Il s'agit de remplacer des logiques de *persuasion* (propagande, publicité, militantisme) par des logiques d'incitation, pragmatiquement orientées vers l'accomplissement d'actions bien définies. À l'évidence, en plus des pouvoirs publics, chacun de nous peut *nudger* autour de lui, inciter à aller dans le bon sens, sans domination idéologique mais par des actions, des dispositifs concrets... (ex : inciter les étudiants à se passer de papier).

On ne manque pas d'exemples pour comprendre ce qu'est une éducation éthique, qui commence par soi et se propage par l'action et pas par les discours. On manque peut-être d'énergie pour s'y mettre, mais c'est un tout autre problème – qui ne m'empêche pas de croire en la possibilité d'une recomposition sociétale ou micro-politique, par quelque chose comme un « éveil » personnel.
